



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU C.C.A.S

N° DLP2018-22 - Séance du 28/06/2018

ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.2 Aide sociale

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	
13	8	8	Contre	
			A l'unanimité	x

L'an 2018, le 28 juin à 09h00, le conseil d'administration de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Alain SOULIER, Vice-Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 21/06/2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 21/06/2018.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Michel BAUDOUR. Bertrand LEENHARDT.

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER

Absents:

Hubert FABRITIUS, Jean-Marie COURTES, Anna RAMORA, Stéphane VIDAL.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2018-22 – CONVENTION ENTRE LE C.C.A.S DE LA VILLE DE BAILLARGUES ET LE SECOURS POPULAIRE

Madame Marie-Thérèse AMALVY informe les membres du Conseil d'Administration que le secours populaire français développe des actions visant à pratiquer la solidarité en apportant un soutien matériel, sanitaire, médical, moral et juridique aux personnes dans le besoin.

Le CCAS de la ville de Baillargues soutient le Secours Populaire Français dans sa manière d'intervenir dans la proximité des habitants et reconnaît l'expertise de l'association dans le domaine de la solidarité.

Il est proposé au Conseil d'administration d'autoriser Monsieur le Président à signer une convention de partenariat avec le Secours Populaire Français afin de mettre en œuvre une action de droit aux vacances et à la culture pour mieux vivre ensemble.

Cette action a pour objectif de réduire les inégalités en permettant aux personnes en situation de précarité, d'accéder à la culture, aux loisirs et aux vacances, aidant ainsi à lutter contre l'isolement et l'exclusion et favorisant l'ouverture à d'autres horizons.

Elle se concrétise par l'accompagnement au départ en vacances en famille, par des séjours en colonie pour les enfants.

Le Conseil d'Administration est appelé à en délibérer.

Le Conseil d'administration, ouï l'exposé de Madame Marie-Thérèse AMALVY, après en avoir délibéré à l'unanimité

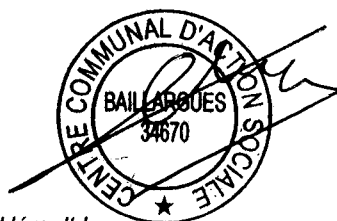
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer une convention de partenariat avec le Secours Populaire Français afin de mettre en œuvre une action de droit aux vacances et à la culture pour mieux vivre ensemble.

Pour extrait conforme,

Le 28/06/2018,

Le Vice-Président du C.C.A.S,

Alain SOULIER



Pour le Président
Alain SOULIER
Vice Président du C.C.A.S

Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.